

Rwanda

Un ennemi résolu de la France [Cet article persiste à propager des thèses ethnistes]

Thomas Hofnung

Libération, 23 novembre 2006

Ex-guérillero, Kagame a conquis le pouvoir contre la volonté de Paris.

Peut-être plus encore que les quelques centaines de génocidaires hutus encore tapis au Congo voisin, Paul Kagame, 49 ans, ne se voit qu'un seul véritable ennemi : la France. La France qui a bloqué l'avancée de son mouvement rebelle, le Front patriotique rwandais (FPR), sur Kigali, à l'automne 1990. La France qui a soutenu à bout de bras le régime de son prédécesseur, Juvénal Habyarimana, tout en essayant de promouvoir un processus de réconciliation. La France qui a dépêché ses soldats dans une expédition militaro-humanitaire de la vingt-cinquième heure (l'opération Turquoise), à la toute fin de l'extermination des Tutsis et Hutus modérés, en juillet 1994. La France qui, contrairement à la Belgique (qui a rapatrié

ses Casques bleus au début du génocide) ou les Etats-Unis (qui n'ont pas bougé à l'époque), n'a jamais fait acte de contrition à la suite de cette tragédie.

Déstabilisation. Dès lors, pour Kagame, l'enquête du juge Jean-Louis Bruguière n'est qu'une énième tentative de déstabilisation de Paris. Une nouvelle preuve de la volonté des Français de continuer leur guerre contre lui par d'autres moyens. « *Cela ne veut rien dire qu'un juge en France dont je ne peux même pas prononcer le nom ait quelque chose à dire au sujet du Rwanda et veuille juger un président et des responsables de son gouvernement* », a-t-il martelé, hier, ajoutant que la France « *devrait d'abord se juger elle-même, car elle a tué notre peuple* ».

Bruguière, un nom qui, au sens propre, reste en travers de la gorge

du président rwandais. Car Kagame n'est ni francophile ni francophone. En 1961, il a 4 ans lorsque ses parents, des Tutsis apparentés à un clan de sang royal, doivent fuir les pogroms de la majorité hutue pour se réfugier en Ouganda. C'est dans ce pays anglophone qu'il se lie avec un jeune homme promis à un bel avenir, Yoweri Museveni. Après des années de guérilla dans le bush, Museveni prend le pouvoir à Kampala et nomme comme chef des renseignements un étranger dans lequel il a toute confiance : Paul Kagame.

Formé à bonne école, mais aussi dans une académie militaire du Kansas, aux Etats-Unis, ce guérillero longiligne, qui dépasse le mètre quatre-vingt-dix, à l'allure d'intellectuel avec ses fines lunettes rondes, participe à la création du FPR, une machine de guerre lancée à la conquête du pouvoir à Kigali. Car Kagame n'a qu'un rêve : rentrer chez lui. Juste retour des choses, il peut compter pour y parvenir sur l'aide de Museveni lui-même soutenu activement par Washington. Mais sur sa route se dresse un obstacle de taille : la France, qui, sollicitée par Habyarimana, s'engage politiquement et militairement aux côtés du régime de Kigali. En

1992, Kagame se rend à Paris pour des discussions secrètes, et garde de son voyage un souvenir cuisant : manœuvre d'intimidation ou gaffe des services de police, il est jeté en prison durant plusieurs heures, avant d'être relâché sans un mot d'excuse.

Critiques. En juillet 1994, le FPR s'empare du pouvoir à Kigali, dans un pays parsemé de charniers. Kagame est nommé ministre de la Défense, mais dans les faits, il dirige le pays. Deux ans plus tard, il parraine, avec son ami Museveni, l'arrivée de Kabila père au pouvoir à Kinshasa, après une offensive éclair de plusieurs milliers de kilomètres. Longtemps, malgré les soupçons de massacres à grande échelle des Hutus réfugiés au Congo par ses troupes, Kagame a bénéficié de la mansuétude de ses alliés américain et britannique. Mais son interventionnisme persistant dans l'ex-Zaïre, dont Kigali pille allégrement, selon l'ONU, les ressources minières, suscite des critiques croissantes. Mais pas au Rwanda, où aucune voix discordante ne se fait entendre. En 2003, Kagame le Tutsi, qui a banni toute mention ethnique sur les documents officiels, a été élu président par une majorité de Hutus. Une majorité silencieuse.